

CountrySide

European Landowners' Organization

N° 171

SEPTEMBRE-OCTOBRE 2017 - BIMENSUEL - FR

Accès et utilisation des terres agricoles



Editorial

Thierry de l'ESCALLE, Secrétaire général

Agriculture futuriste

A quoi ressemblera la ferme du futur? Emploiera-t-elle des agriculteurs et des salariés ou devons-nous avoir un responsable informatique pour la gestion et la maintenance des tracteurs sans conducteur ou des robots moissonneuses batteuses qui feront le travail 24/24 sans même l'aide de l'Homme ? Aurons-nous toujours besoin de la bonne gestion des sols et des aléas climatiques ou pourrons-nous tout cultiver via une agriculture en intérieur avec des thermostats pour contrôler le climat dans un endroit riche en CO₂ ? Pourrons-nous créer de la viande en laboratoire qui remplacera les productions dont nous bénéficions aujourd'hui ?

Ce sont ici de sérieuses questions que nous devons aborder très rapidement. Les grandes données technologiques ont déjà fait leurs preuves et seront reprises à grande échelle au sein de l'agriculture européenne lors des prochaines décennies. Les nouvelles techniques de productions agricoles, bien qu'elles restent encore légalement incertaines, montrent un potentiel extraordinaire pour le changement des cultures que nous produisons et consommons, et tous les jours nous avons les preuves qu'une réflexion approfondie dans la production alternative de viande pourrait être rentable.

Si nous devenons trop obsédés par les sérieuses affaires de gouvernances agricoles actuelles, nous risquons de rater les grands changements à venir. Il est temps d'ouvrir un débat de haut niveau en laissant derrière nous les préjugés et demander aux agriculteurs, gestionnaires de terres, citoyens et aux gouvernements ce que nous voulons et ce dont nous avons besoin pour notre agriculture à venir.

Tables des matières

- 3 Accès et utilisation des terres agricoles

- 6 Préparons nous pour 2018, l'Année Européenne du Patrimoine Culturel !

- 8 La biodiversité en Roumanie – trouver l'équilibre entre le vie sauvage et la gestion de la terre

- 9 Prix Belleuropa 2017

- 10 Deux jeunes propriétaires fonciers récompensés pour leur engagement pour l'amélioration du paysage

La réunion de CO-FARM en Slovénie

- 12 Pleins feux sur la protection des abeilles solitaires et la technologie novatrice de pulvérisation apicole dans la IV édition du « European Bee Award »

- 13 Une délégation de l'Europe en région Pays de la Loire

China Wildlife Conservation Association en tant que futur membre du CIC

- 14 We ♥ Europe

- 16 Agenda





© Ana Canomanuel

Accès et utilisation des terres agricoles

ELO accueille avec satisfaction la « Communication interprétative de la Commission sur l'acquisition de terres agricoles et le droit de l'Union européenne », publiée le 12 octobre. Ce document aborde les préoccupations les plus sensibles et les plus urgentes et, en tant que tel, indique quelles solutions doivent être évitées par les États membres.

Otto von ARNOLD, Co-président du groupe des politiques d'ELO
Michael SAYER, member du Conseil, Friends of the Countryside

Les terres agricoles sont un bien précieux et un atout particulier. Indispensable pour assurer la production d'aliments, de nourriture pour les animaux et d'énergie tout en préservant la nature ou assurant les biens publics, elle reste néanmoins la compétence de chaque Etat membre de l'Union européenne au niveau national. Néanmoins, l'acquisition des terres agricoles et de forêt elle-même est également régie par le droit de l'UE et, à ce titre, doit respecter ses « quatre libertés fondamentales » : la libre circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services.

ELO reconnaît depuis de nombreuses années la nature spécifique de la terre agricole, soulignant toutefois qu'elle doit se conformer à ces quatre libertés pour garantir l'égalité des droits à tous les citoyens de l'UE dans toute l'Union européenne. Travaillant quotidiennement sur des questions telles que l'accès à la terre agricole et à la foresterie, la fiscalité, la succession, les baux fonciers, la propriété et la gestion des terres, et bien d'autres, ELO estime que le respect des droits de propriété, ainsi que la vision à long terme et la stabilité juridique sont la seule voie pour assurer un secteur

agricole rentable et donc une vie décente pour les agriculteurs, les gestionnaires de terres et les propriétaires fonciers.

L'Acquisition de la terre agricole et la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC)

La discussion actuelle sur la réforme de la PAC a réactivé le débat sur l'accès à la terre agricole. Malheureusement, de nombreux points de vue exprimés sont basés sur le pur populisme ou pire encore, sur un manque de bon sens, privé de tout raisonnement économique, social ou environnemental. Comment un expert sérieux peut-il croire que la solution pour l'agriculture de l'UE serait de diviser les grandes exploitations entre les citoyens de l'UE, faisant de chacun d'entre nous une sorte de « d'agriculteur du dimanche » avec des parcelles de moins de 1 hectare? Ou à l'opposé, comment tout politicien rationnel, ayant une notion de l'histoire européenne - en particulier celle partagé par l'ancien bloc communiste - peut-il dire que seul l'Etat devrait posséder la terre car il serait meilleur gestionnaire que les propriétaires privés? Le secteur agricole de l'UE fait partie de

l'économie mondiale et doit avoir les outils lui permettant de faire face à une concurrence féroce, de rivaliser et de défendre les valeurs européennes de manière durable. La réunion organisée au Parlement européen en février dernier, en partenariat avec le président de l'Intergroupe « Biodiversité, Chasse et Campagne », Karl-Heinz FLORENZ, portant sur « l'échange de vues sur l'accès et l'utilisation des terres agricoles » a permis d'approfondir ce débat. La discussion autour du rapport « de sa propre initiative » (INI) du Parlement européen intitulé « Etat des lieux sur la concentration des terres agricoles dans l'UE: comment faciliter l'accès à la terre pour les agriculteurs ? » a démontré qu'il est clairement nécessaire de fournir aux États membres des lignes directrices et une liste de critères compatibles avec les règles du marché intérieur afin d'améliorer leur réglementation nationale du marché foncier.

La réglementation foncière en tant que compétence des États membres

La politique foncière est une compétence nationale et, par conséquent, les États membres sont seuls responsables de la



© Caroline Mahr

vente de terres et du fonctionnement des marchés locaux. Cependant, la *Communication interprétative* confirme que les restrictions violant les règles du marché intérieur ne sont pas autorisées et lorsqu'elles sont discriminatoires et trop restrictives, elles doivent être modifiées. La Commission européenne a lancé un certain nombre de procédures d'infraction à l'encontre des États membres d'Europe centrale et orientale (Bulgarie, Hongrie, Lituanie, Lettonie et Slovaquie) pour contester ces solutions, procédures qui devraient être bientôt finalisées devant la Cour européenne de justice si les lois respectives ne sont pas adaptées. La Communication interprétative est particulièrement importante si l'on tient compte de la récente déclaration des pays du groupe Visegrád (V4) et des ministres concernés de Slovaquie, Roumanie

et Bulgarie (juin 2017 à Varsovie); déclarant : « *En ce qui concerne la réglementation foncière, un accord a été conclu sur le fait que les terres agricoles sont une ressource unique et limitée à laquelle, compte tenu de son rôle important dans la sécurité alimentaire, les réglementations économiques et commerciales générales ne peuvent être appliquées. Nous attendons de la Commission européenne qu'elle garantisse aux États membres le droit de protéger leurs terres agricoles contre les spéculateurs* ».

Par conséquent, des lignes directrices claires, telles que celles énoncées dans la *Communication interprétative*, sont nécessaires pour éviter que d'autres pays introduisent des réglementations sur les terres agricoles en violation des lois de l'UE.

Droit de l'Union applicable

Il convient de mentionner que la *Communication interprétative* donne un bref aperçu de la jurisprudence et la législation la plus importante de l'UE auxquelles doivent être respectées sur la base des principes du traité de l'UE. Elle indique clairement les solutions qui ne sont pas autorisées, par exemple :

- L'obligation pour l'acheteur d'exploiter lui-même la terre ;
- qualifications spécifiques en agriculture ;
- exigences de résidence ;
- interdiction de vendre aux personnes morales ;
- privilèges en faveur des acquéreurs locaux ;
- condition de réciprocité.

Elle souligne également les solutions qui sont à la limite de la violation de la loi

lorsqu'elles sont appliquées à tort, par exemple : les contrôles des prix ou les plafonds d'acquisition.

Celles-ci doivent être prises en compte lors de la définition d'une politique nationale appropriée pour le marché foncier agricole. Comme dans le cas de la Pologne, où la loi du 30 avril 2016 est clairement une violation de ces exigences, à cause par exemple de l'obligation de résider pour un minimum de 5 ans dans la commune où la terre doit être achetée, et l'obligation pour l'acheteur d'exploiter lui-même la terre au cours des 5 premières années suivant l'achat. Ces exigences ont déjà été rejetées par la Cour européenne de Justice dans l'arrêt Ospelt (affaire C-452/01, Ospelt). Ou, dans le cas de la Roumanie, une nouvelle législation est rédigée afin de donner la priorité aux agriculteurs - en particulier aux jeunes - pour l'achat de terres. La Basse-Saxe est également « à la limite » avec les plafonds d'acquisition.

ELO est fermement convaincue que si l'échange de bonnes pratiques sur la régulation des marchés fonciers agricoles est une bonne proposition de la part de la Commission européenne, il est beaucoup plus important d'introduire des incitations positives que d'imposer des restrictions. En fin de compte, l'agriculture et la campagne européennes ne seront attractives que si elles sont économiquement viables pour ceux qui font déjà partie du secteur, ainsi que pour les nouveaux entrants.

La « Communication interprétative de la Commission sur l'acquisition de terres agricoles et le droit de l'Union européenne » C/2017/6168 est accessible dans toutes les versions linguistiques sur le site de Eur-Lex.





Un temps pour vivre l'instant, un temps pour préparer l'avenir.

Vous souhaitez préserver durablement votre patrimoine pour les générations à venir.
Prenez le temps d'en parler avec nous: LGT Bank (Suisse) SA, téléphone +41 44 250 84 80

LGT. Votre partenaire pour des générations.
À Bâle, Berne, Genève, Lugano, Zurich et sur plus
de 15 autres sites dans le monde. www.lgt.ch



**Private
Banking**



Conférence «Année Européenne du Patrimoine Culturel 2018: promotion du rôle des propriétaires de maisons historiques en Catalogne et en Europe», La Pedrera, Barcelone

Préparons nous pour 2018, l'Année Européenne du Patrimoine Culturel !

L'Assemblée générale et la Conférence annuelle de l'Association européenne des demeures historiques se sont tenues du 27 septembre au 1 octobre à Barcelone – une ville réputée pour sa richesse patrimoniale et architecturale. Ces quatre jours, comprenant une Conférence, un dîner de gala, l'Assemblée générale et le Comité exécutif de l'Association, ainsi qu'un riche programme de visites, ont été l'occasion de célébrer les 25 ans de notre association catalane MONUMENTA ; et de préparer 2018, Année européenne du patrimoine culturel.

6

Lucie MARET, European Historic Houses Association (EHHA)

Le programme a débuté le jeudi 28 septembre, avec la Conférence '2018 Année européenne du patrimoine culturel : promouvoir le rôle des propriétaires privés de demeures historiques en Catalogne et en Europe', organisée à la Casa Mila – La Pedrera, une œuvre majeure de l'architecte Antoni GAUDI.

Les participants ont été accueillis par Javier GIMENO BRIO, Président de MONUMENTA, et Rodolphe de LOOZ-CORSWARTEM, Président de l'Association européenne des demeures historiques, qui a ouvert la Conférence avec un clin d'œil à l'Année internationale du tourisme durable pour le développement, un sujet d'une importance cruciale à Barcelone, qui souffre des affres du tourisme de masse. Rodolphe de LOOZ-CORSWAREM a souligné le fait que l'Année européenne du patrimoine cultu-

rel en 2018 est le fruit d'une campagne de longue haleine du secteur du patrimoine ; fondée sur l'idée que le patrimoine culturel contribue à l'Europe, tant sur le plan économique que social. Les 50 000 propriétaires privés que représente l'Association y contribuent également, en créant des emplois locaux, en ouvrant leurs portes et en organisant des activités stimulant l'implication citoyenne dans la culture et le patrimoine, ainsi qu'en assurant une gestion et une transmission durable de leur patrimoine aux générations futures.

Maria TENA, Conseillère auprès de la Direction générale des beaux-arts et du patrimoine espagnole, a présenté les activités prévues pour l'année 2018, et notamment les événements, conférences, ainsi qu'une exposition photographique ; autour

des thèmes de la restauration, de la préservation, de l'accessibilité et de la démocratisation du patrimoine. Un programme spécifique destiné aux jeunes centré sur l'interprétation du patrimoine sera également mis en place. Artis PABRIKS, membre du Parlement européen, a insisté sur l'importance de sensibiliser les citoyens européens à l'importance de leur patrimoine culturel, ainsi que sur son importance dans la construction de nos identités. Il a également souligné l'importance de créer des synergies et de renforcer la collaboration pour faire de l'Année européenne du patrimoine culturel en 2018 un succès, et de diffuser ses résultats positifs dans les années à suivre.

Enric NUBIOLA, Coordinateur de projets internationaux au LABPATC, a partagé les



meilleurs exemples de gestion privée associée du patrimoine culturel, afin de réduire les défis liés à la gestion et à la préservation patrimoniale. Esteban RAVENTOS, Partenaire au sein de Baker & McKenzie, a partagé des pistes d'amélioration des systèmes de taxation relatifs au patrimoine historique en Europe ; notamment en instaurant un taux réduit de TVA pour les travaux de rénovation, mais aussi en promouvant les régimes d'entreprises familiales, ou en s'inspirant du système de mécénat en vigueur aux Etats-Unis. José MATA HERBERG et Joan BOTEY I SERRA, tous deux membres de MONUMENTA, ont partagé leurs défis ainsi que leurs pratiques innovantes afin de rendre leur domaine auto-suffisant, malgré une aide très limitée des autorités publiques. Enfin, Dana BELDIMAN, Présidente de l'Association lettone des châteaux et manoirs, a tiré les conclusions de l'expérience des demeures historiques en Lettonie, en affirmant que pour survivre elles devaient fonctionner en tant qu'entités productives, comme une entreprise. Le rôle du propriétaire privé dans ce contexte est donc d'établir un modèle commercial tirant à profit les atouts uniques de sa demeure, en l'accompagnant d'une stratégie de marque adaptée.

La table ronde a permis de concevoir des solutions potentielles aux défis actuels dans le domaine du patrimoine culturel, en

perspective de l'Année européenne du patrimoine culturel en 2018. Elle a réuni des membres du gouvernement catalan, des propriétaires privés de demeures historiques, mais aussi des représentants de la Fondation La Caixa et de Hispania Nostra.

La journée a été clôturée par le dîner de gala, organisé grâce au soutien généreux de Christie's, au *Circulo Ecuestre* en présence d'une centaine d'invités, comprenant les gouverneurs de l'Association, les conférenciers, ainsi que des membres de MONUMENTA.

Le vendredi 29 septembre, les gouverneurs se sont rencontrés au *Foment del Treball Nacional*, pour l'Assemblée générale de l'Association. Cette rencontre a permis des discussions productives autour des thèmes clés pour l'Association : la TVA, les normes d'efficacité énergétique ou encore le trafic illicite de biens culturels. L'Association a également présenté deux programmes, sous l'égide de *Voices of Culture*, dans lesquels elle tente de faire entendre la voix des propriétaires privés : le groupe des parties prenantes à l'Année européenne du patrimoine culturel, ainsi que le groupe de travail sur '*Skills, training & knowledge transfer in cultural heritage*'. L'initiative *Welcoming Estates Website*, menée en partenariat avec les *Friends of the Countryside*, a également été pré-

sentée. William CARTWRIGHT-HIGNETT, coordinateur du groupe *Next Generation*, a fait part des progrès du groupe et a annoncé la tenue de la prochaine Conférence du 2 au 4 mars 2018 à Séville.

Les opportunités liées à 2018, Année Européenne du Patrimoine Culturel, ont largement été discutées, et notamment les principaux événements et programmes européens auxquels les membres ont été invité à participer. Les gouverneurs ont apporté leur soutien aux deux initiatives majeures de l'Association pour 2018 : la *Private Heritage Week* (24-27 mai 2018), et la compétition photographique.

Le programme culturel a débuté par une visite ainsi qu'un déjeuner au *Palau de la Musica Catalana*, un site classé au patrimoine mondial, et s'est poursuivi à la *Casa de la Seda*, l'une des plus anciennes maisons corporatives de Barcelone. Les participants ont également bénéficié d'une visite guidée d'*El Viver*, une propriété datant du 12^{ème} siècle.

Les participants ont eu le privilège de commencer la journée suivante par une visite du *Castillo de la Rapita*, une maison habitée toute l'année par la famille qui se concentre sur l'entretien de la demeure ainsi que sur le développement des terres arables. Le programme a continué avec un déjeuner, suivi d'une visite, du *Castell de Riudabella*, où les participants ont eu le plaisir d'apprécier un repas local animé par des activités traditionnelles.

Le programme s'est clôturé par une visite et un dîner au *Parque Sama*, une maison caractérisée par son style 'Indiano' et bordée d'un magnifique parc. La cérémonie de remise des prix a vu le 'Prix de la demeure historique 2017' attribué au *Castillo de la Rapita* pour récompenser le travail d'entretien incroyable mis en œuvre par la famille pour préserver l'authenticité de la demeure, qui date de près de - 200 av J.C.

Le prochain programme de visites aura lieu aux Pays-Bas au printemps 2018, tandis que la Conférence et l'Assemblée générale seront organisées à Bruxelles en novembre, afin de célébrer la fin de l'Année européenne du patrimoine culturel, mais aussi de planifier les années à venir.

Pour des renseignements supplémentaires sur l'Association, ou sur ses activités pour 2018 - Année européenne du patrimoine culturel, merci de contacter info@europeanhistorichouses.eu.



Castillo de la Rapita, lauréat du prix Historic House Award 2017



Pépinière au pied du Massif Postăvarul



Station de recherche sur la sylviculture, Ocolul Silvic, Râșnov, Vallée de Râșnov

La biodiversité en Roumanie – trouver l'équilibre entre le vie sauvage et la gestion de la terre

La session plénière annuelle du Label Wildlife Estates s'est tenue à Bucarest en Roumanie. L'évènement a permis de mettre en avant le premier pays de l'Est de l'Europe labélisé et d'accroître l'implication des parties prenantes de l'Est de l'Europe dans la mise en œuvre de la biodiversité et des pratiques de gestion de terres.

Jessica WILLIAMS, Coordinatrice Wildlife Estates



Le label Wildlife Estates a été développé en 2005 comme un moyen de reconnaître et de faire connaître les propriétaires et les gestionnaires de terres exemplaires à travers l'Europe. Le Label aspire à susciter la conscience politique et publique sur le rôle vital des acteurs privés pour les efforts de biodiversité. Il fait aussi le lien entre biodiversité et modèles économiques durables afin de faciliter une meilleure communication entre les gestionnaires de terres et les autorités locales. Le projet est basé sur une approche volontaire des propriétaires qui soutiennent les principes généraux de Wildlife Estates et qui souhaitent incorporer des méthodologies scientifiques rigoureuses au sein de

leurs pratiques de gestion. Le Label est dirigé par 19 délégations nationales responsables de la promotion de l'initiative au niveau national et régional.

Le 20 septembre 2017, s'est tenue la Conférence Annuelle Label Wildlife Estates à Bucarest. L'évènement a débuté avec l'intervention du Ministre de l'Agriculture de Roumanie, Petre DAEA, qui a exprimé son soutien aux objectifs des projets Wildlife Estates et le rôle des producteurs agricoles à travers l'Europe en gérant la biodiversité de façon efficace. Il a déclaré que « la biodiversité nécessite d'être préservée et garantie pour le futur. » Il a ajouté que « la Roumanie, comme de nombreux Etats Membres, jouit d'une diversité naturelle qui mérite d'un côté d'être vue et de l'autre d'être comprise et enfin d'être préservée et enseignée aux futures générations ».

« La biodiversité doit être préservée » souligne le Ministre roumain de l'Agriculture

Le thème de la conférence portait sur l'intersection des plans de gestion des terres et la conservation de la biodiversité avec un premier panel dédié aux « plans de gestion de la faune sauvage pour les grands carnivores » et un second panel qui a traité des « Synergies entre la gestion forestière et la gestion de la biodiversité ». Grâce à l'aide de Laurențiu BACIU, Président de la Ligue d'Association des Producteurs Agricoles

Roumains (LAPAR) et membre d'ELO, qui avait mobilisé la presse roumaine, les médias et les parties prenantes locales, la conférence s'est très bien déroulée.

Les panels étaient composés d'un large éventail d'orateurs académiques, d'entreprises et d'affaires Européennes, incluant : Nicola NOTARO, Chef d'Unité, DG Environnement, Commission Européenne; Professeur Ovidiu IONESCU, Vice-Doyen à la Faculté de Silviculture et d'Ingénierie Forestière, à l'Université de Brașov; Bernhard BUDIL, Président du Groupe de Dialogue Civil pour la Forêt et le Liège de la Commission Européenne et Secrétaire Général de l'Association des Propriétaires de Terres et de Forêts Autrichiens; et Costel BUCUR, Manager des Forêts pour le Groupe IKEA, et d'autres encore.

Les débats des panels ont souligné l'importance d'intégrer la biodiversité au sein de la réforme de la PAC tout en maintenant l'équilibre entre la conservation de la biodiversité et l'intérêt des propriétaires et des utilisateurs de terres. Les points essentiels portaient sur le fait de garantir le dialogue adéquat entre les parties prenantes comme l'une des priorités pour la création des plans de gestion, tels que le travail des parties prenantes sur la coexistence des grands carnivores dans les régions. Le sujet du poids du partage des finances a été abordé par de nombreux orateurs, appelant à la reconnaissance de la nature et de la biodiversité comme bien public à partir desquelles la société en bénéficie et doit y contribuer à part entière.

AGRILAND

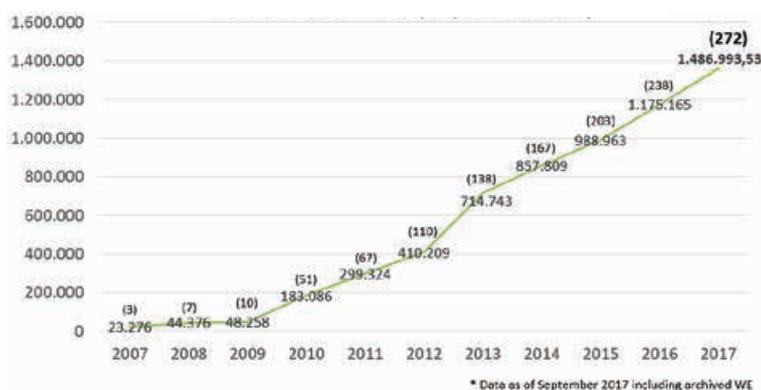
Vous êtes propriétaire de terres agricoles et vous cherchez une formule efficace et rentable pour la gestion de votre bien: l'équipe d'Agriland se met à votre disposition.

L'objectif d'Agriland est d'assurer une optimisation financière en toute transparence et de renforcer le lien que vous avez avec votre terre. Nous vous informons sur les évolutions en matière d'agriculture, rencontrons les institutions publiques, encourageons l'emploi local et soutenons le verdissement par une gestion respectueuse de l'environnement.

Plus d'infos sur www.agriland.be

SA Agriland / Avenue Pasteur 23 - 1300 Wavre / Tel. +32 10222 900 / Fax +32 10222 909 / e-mail: agriland@agriland.be

Surface de WE couverte par an et nombre de domaines (entre parenthèses)



Les Sessions Plénières ne sont néanmoins pas uniquement des forums de discussions ; ces 3 journées ont aussi permis de fournir aux propriétaires et gestionnaires de terres l'opportunité de vivre sur le terrain des expériences directes, alternatives et locales de pratiques de gestion.

Cette année, les participants ont eu l'opportunité de visiter la superbe Vallée de Râșnov dans les montagnes des Carpates. Au sein même de ce lieu dans la Vallée de Lunga, se trouvent les Gorges de Râșnov où l'armée se préparait à descendre la falaise rocheuse en rappel, le groupe a rencontré un Gestionnaire Forestier de l'Autorité des Forêts de Râșnov. Ils ont eu l'occasion de visiter la pépinière ainsi que les installations de recherche perchées à la base du Massif Postăvarul. Ce site d'un hectare est équipé d'un chauffage et de systèmes d'irrigation solaires de 100 m², presque 2500 m² de champs et a une capacité annuelle allant jusqu'à 35 000 sapins, épicéas, hêtres et jeunes arbres. Le projet a reçu 60% de financement du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural.

Menés par Mr Ovidiu IONESCU, qui a généreusement partagé ses connaissances techniques détaillées de l'histoire locale, des pratiques de gestion de la faune sauvage et des législations nationales, les

membres ont eu la chance de se rendre sur les sites d'observation et de nutrition des ours. Ils sont ensuite descendus des montagnes des Carpates pour savourer des spécialités régionales bien méritées et ont profité de l'amabilité, de la générosité et de l'hospitalité de Árpád SÁRKÁNY, premier membre roumain Wildlife Estates.

Les événements Wildlife Estates sont ouverts à tous les actuels et futurs membres.

Le réseau Wildlife Estates dénombre maintenant presque 280 membres couvrant une zone totale de plus de 1.5 million d'hectares. Avec des Délégations Nationales dans 19 régions à travers l'Europe, le Label Wildlife Estates est le plus grand label privé pour la biodiversité en Europe et grandit rapidement. Si vous êtes propriétaire ou gestionnaire de terres engagé à la continuité de l'intégrité et de la biodiversité de votre héritage, n'hésitez pas contacter le secrétariat Wildlife Estates pour plus d'informations pour savoir comment le Label peut vous aider.

Pour plus d'informations pour devenir membre ou pour participer à nos événements, visitez notre site web :

**www.wildlife-estates.eu
ou contactez-nous par mail :
wildlife@elo.org.**



Prix Belleuropa 2017

Chaque année, le Prix Belleuropa récompense un membre Wildlife Estates Label pour le travail exceptionnel entrepris dans la gestion, la protection et l'amélioration de la biodiversité sur son territoire.

Belleuropa a été créé en Italie à la fin des années 1990 par Giuseppe NATTA, un leader environnementaliste et ingénieur chimiste. European Landowners' Organization (ELO) a depuis repris le flambeau, récompensant par un prix les membres Wildlife Estate pour leur implication dans le développement d'initiatives innovantes pour la protection et la conservation de la faune sauvage et de l'utilisation durable des terres.

Le prix Belleuropa est conçu pour reconnaître la valeur de la gestion des habitats naturels et a encouragé la biodiversité. Elle promeut les avancées des business models durables autour de la création d'un nouveau genre de tourisme rural, la promotion des produits régionaux, biologiques et traditionnels ayant peu d'impact ou par l'exploitation des atouts environnementaux et historiques du territoire.

ELO attribue le prix Belleuropa au candidat vainqueur lors la Conférence Biodiversité Européenne, qui se déroulera cette année début décembre à Bruxelles.

Les vainqueurs précédents incluent Les Saligns du Midi, qui récoltent à la main le sel rose dans le sud de la France, dont l'intendance minutieuse s'assure que les habitats paisibles demeurent un écosystème riche et divers. Les marais salants sont depuis des siècles, le lieu où les faunes et flores indigènes peuvent prospérer et fournissent des terrains calmes et nourrissants pour les oiseaux migrateurs.

Parmi les vainqueurs, on compte aussi le territoire Forstbetrieb Morsleben en Allemagne, qui a brillamment restauré une zone tampon militaire le long du Rideau de Fer vers son état naturel. Le territoire qui a été empoisonné afin qu'aucune végétation n'y pousse pendant plus de quarante ans, est maintenant recouvert d'une forêt composée de 37 espèces d'arbres et buissons qui ont été réintroduites avec succès. Grâce aux restaurations portées avec soin, cette terre aride, qui fut autrefois criblée de mines, d'obstacles anti-tanks et de dispositifs de tirs automatiques est à présent un paradis naturel avec un écosystème vivant.

Pour plus d'informations pour devenir candidat ou membre Wildlife Estates :
wildlife@elo.org



Le ministre DAEA s'adresse aux journalistes roumains



Deux jeunes propriétaires fonciers récompensés pour leur engagement pour l'amélioration du paysage

Depuis plus de 20 ans, la Fondation Belge pour la Conservation des Habitats récompense chaque année un propriétaire ou un gestionnaire privé qui travaille à l'aménagement ou à la gestion écologique d'un territoire situé en Belgique en lui décernant, alternativement en Région flamande et en Région wallonne, le Prix Fonds Baillet Latour de l'Environnement. Ce prix d'une valeur de 25.000 euros, offert par le Fonds

Baillet Latour, est le plus important du pays en matière de gestion privée durable de l'environnement.

Le jury du Prix Baillet Latour de l'Environnement 2017, sous la direction de Jürgen TACK, a attribué le prix, cette année destiné à un lauréat en Flandres, à des jeunes propriétaires terriens et membres des Young Friends of the Countryside, Ghislain et

Gabrielle de LIEDEKERKE pour leur excellente gestion du Domaine de Duras. Ce prix leur a été attribué pour leur bonne gestion du domaine et notamment pour l'excellente remise en état des étangs en collaboration avec le Regionaal Landschap Haspengouw.

Pour plus d'informations
veuillez-contacter Robert de GRAEFF
(robert.degraeff@elo.org)



La réunion de CO-FARM en Slovénie



Maeve HOWE, ELO

10



Matija ZADRGA, Peter SVETINA

CO-FARM est un projet fondé par Erasmus+ qui vise à développer un système de formation flexible basé sur des études de cas qui fournira aux entrepreneurs ruraux et aux agriculteurs les compétences et les connaissances pour coopérer de différentes manières.

La 3^{ème} réunion de CO-FARM s'est tenue à Naklo, Slovénie. Au cours de cette réunion,

le consortium a finalisé le rapport de synthèse qui sera publié prochainement en sept langues. Il donne un aperçu de la situation actuelle, en mettant en évidence les interprétations les plus courantes de la coopération, ainsi que les obstacles à la coopération dans chaque pays.

Le point culminant de la réunion a été la visite à la ferme de Zadrgal dans le village de Komenda où nous avons rencontré Matija ZADRGA et Peter SVETINA. Matija et son fils ont un élevage de vaches frisons et simmentales, élèvent des poules et font pousser des légumes. Peter a de nombreuses années d'expérience dans le secteur de l'emploi pour les personnes handicapées, tant en Slovénie qu'en Autriche. Les deux hommes ont parlé de leur vision commune de la création de Grunt, une entreprise sociale qui emploie cinq personnes handicapées dans la ferme elle-même. Elle produit une grande variété

de produits, y compris les yaourts, les biscuits et les pâtes. Les produits sont vendus sur place et sur les marchés, ainsi que par le biais des marchés publics.

Il était inspirant d'entendre parler de la façon dont Grunt a créé un moyen viable et rentable de créer des emplois fiables pour les personnes qui pourraient autrement avoir du mal à trouver un emploi. La contribution des employés à la vie de la ferme était palpable; Grunt a amené un nouveau souffle à la ferme Zadrgal et nous espérons en entendre parler encore plus à l'avenir.

Vous pouvez vous rendre sur le site
www.cofarm-erasmus.eu;
ou nous suivre
sur le Twitter @COFARM_ERASMUS
ou sur facebook de CoFarm
pour en savoir plus.



This project has received funding from the European Union's H2020 Research & Innovation programme under grant agreement N° 730398.



DEUTZ-FAHR. TECHNOLOGY DRIVEN PRODUCTIVITY.



Leading tractors, combine harvesters and implements.

Innovative technology, attractive design, comfort and productivity – DEUTZ-FAHR offers a complete range of tractors from 35 HP to 340 HP, combine harvesters from 250 HP to 395 HP and forage harvesting equipment. Combining this excellent product range with advanced precision farming systems, DEUTZ-FAHR provides a tailor-made technology solution to allow maximum efficiency in the field and on the road. All in all DEUTZ-FAHR is the perfect partner to increase the profitability of any business.

To discover more please contact a DEUTZ-FAHR dealer or visit deutz-fahr.com.



DEUTZ-FAHR is a brand of  SDF



Pleins feux sur la protection des abeilles solitaires et la technologie novatrice de pulvérisation apicole dans la IV édition du « European Bee Award »

ELO et CEMA ont reçu des candidatures exceptionnelles de toute l'Europe pour les deux catégories du Prix Abeille européen 2017: «Pratiques de gestion de la terre» et «Solutions technologiques innovantes». Les membres du jury, présidé par le Professeur Charles GODFRAY, ont sélectionné un projet européen sur la compréhension et la protection des abeilles solitaires et une nouvelle solution de pulvérisation respectueuse des abeilles comme gagnants dans chaque catégorie. La cérémonie de remise du prix aura lieu le 5 décembre au Parlement européen.



Ana CANOMANUEL, ELO

« Pratiques de gestion de la terre »

90% des espèces d'abeilles dans le monde sont des abeilles solitaires qui fournissent des services essentiels de pollinisation. «Un projet d'abeilles pour les abeilles solitaires» est une initiative visant à protéger les pollinisateurs sauvages dans les carrières de Sibelco dans le cadre de la Stratégie Sibelco pour la biodiversité et du programme européen de protection des espèces. Le projet comprend plusieurs outils pour gérer les carrières de manière durable avant, pendant et après l'exploitation. Les carrières forment des paysages très divers, attirant des abeilles solitaires qui cherchent à nicher dans des habitats siliceux secs sur des pentes exposées au sud. La sensibilisation à la diversité des abeilles au sein de l'entreprise est une priorité du projet. Les personnes travaillant dans les carrières doivent comprendre ce que sont les abeilles solitaires et pourquoi elles s'y trouvent. Le projet met également l'accent sur la reconnaissance et la création d'habitats adaptés pour les abeilles, et sur la façon de les entretenir, en fournissant des lignes directrices sur la floraison, la nidification et la surveillance.



Appareil DroplegUL en plein travail dans un champ de colza

« Solutions technologiques innovantes »

Cette catégorie de prix sera décernée à l'appareil DroplegUL et à sa technique d'application développés par Lechler GmbH en partenariat avec l'Université de Hohenheim et la ferme familiale Südwestdeutsche Saatzzucht. Le but de cette solution technologique est d'éviter le contact entre les pollinisateurs et les produits phytosanitaires (PPP) lors de leur application en période de floraison. Cette technique aborde la question des conflits entre les apiculteurs et les agriculteurs qui surviennent lorsque les PPP sont appliqués (par exemple en culture de colza). L'application de la technique DroplegUL permet l'application de sous-fleur afin d'éviter le dépôt de PPP sur les fleurs de colza, l'une des cultures agricoles florissantes les plus importantes pour les abeilles en Europe. En conséquence, il n'y a presque aucune exposition aux PPP pour les abeilles visiteuses de fleurs et autres insectes pollinisateurs. L'appareil a déjà été testé avec succès sur d'autres cultures en fleurs. Le dispositif DroplegUL est disponible dans le commerce et presque tous les pulvérisateurs à rampe peuvent en être équipés.

Cette année, une récompense spéciale sera attribuée à Marek NOWAKOWSKI pour sa contribution tout au long de sa vie à la protection de la faune et des pollinisateurs, et une mention spéciale sera donnée à «Terras de Mondalva» pour un projet intégré d'apiculture pour le développement rural au Portugal.

Rejoignez-nous pour célébrer les pollinisateurs et la biodiversité! Inscrivez-vous via 2017beeaward.eventbrite.com

Pour en savoir plus sur les projets gagnants: www.europeanlandowners.org/awards/bee-award

Pour plus d'informations vous pouvez contacter: ana.canomanuel@elo.org

L'ami des pollinisateurs

Cette année, le jury du prix a décidé de donner une récompense spéciale à un contributeur unique à la protection des pollinisateurs et de la faune. Marek NOWAKOWSKI est un individu qui s'est fixé comme objectif de « transformer la science de l'environnement en pratique ». Son expertise, ses compétences et son enthousiasme sont une des plus grandes contributions à la faune des terres agricoles réalisé par un particulier. Il est l'auteur de nombreuses publications et films, dont le livre «Création et gestion d'habitats pour les pollinisateurs» édité par le Centre d'Ecologie et d'Hydrologie (CEH), qui rassemble ses 35 ans d'expérience sur le terrain.

En tant qu'agronome et passionné de la faune, il a aidé de nombreuses entreprises, gouvernements et organisations commerciales au fil des ans à transformer la recherche environnementale en produits livrables pour les terres agricoles.



M. NOWAKOWSKI



Une délégation de l'Europe en région Pays de la Loire

Aline COULON, POLLENIZ

Les 11 et 12 octobre derniers, POLLENIZ, Organisme à Vocation Sanitaire pour le domaine du végétal en Pays de la Loire, recevait Humberto DELGADO ROSA et Myriam DUMORTIER de la Direction générale de l'Environnement de la Commission Européenne ; et Alice BUDNIOK et Pierre CRAHAY d'ELO.

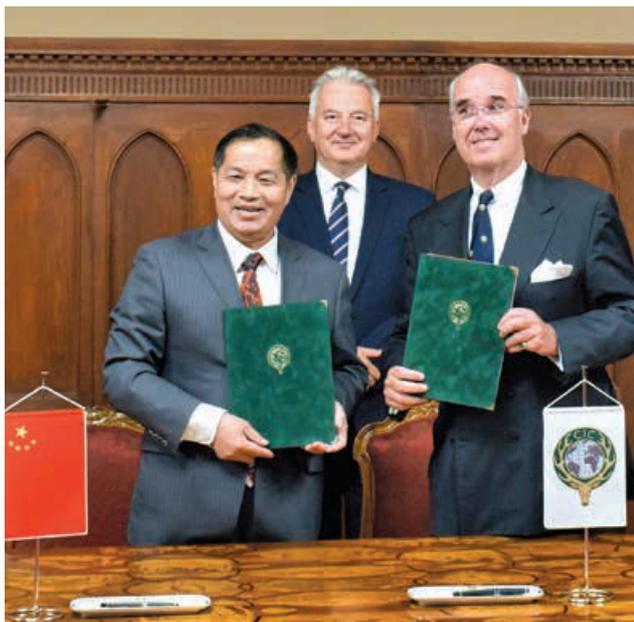
Cet évènement s'est déroulé en deux temps :

- Une journée de visites sur le terrain qui leur ont permis de constater l'échelle du problème des Espèces Exotiques Envahissantes (EEE) au niveau des Pays de la Loire, région qui recense une grande diversité d'espèces et de nombreuses portes d'entrée avec le commerce international et qui constitue de fait un bon cas d'études.
- Une matinée d'assises régionales au Conseil Régional des Pays de la Loire, présidées par Serge GELOT, Président de POLLENIZ, et Maurice PERRION, Vice-Président du Conseil Régional, avec pour thème « Les nouveaux enjeux sanitaires et la gestion des EEE ».

Selon Humberto DELGADO ROSA, « *POLLENIZ pourrait être un modèle d'organisation pour l'Europe et passer le message sur la façon d'appréhender la menace des EEE, du fait de sa capacité d'organisation, pas banale : sa dynamique de terrain, la mobilisation, l'organisation et l'animation de ses bénévoles, sa capacité de réponse, d'innovation, de détermination, de dialogue avec les réseaux établis et sa fierté du travail* ».

Face aux EEE, et en particulier la liste des 49 espèces jugées préoccupantes pour la biodiversité par l'Union européenne, les Etats membres sont tenus d'assurer la prévention, la restriction (contrôle des voies d'introduction et de diffusion des espèces), la détection précoce avec éradication rapide et la gestion des espèces qui sont déjà plus largement répandues.

La problématique des EEE représente un coût annuel de 12 milliards d'euros pour l'Union européenne et correspond à la deuxième cause de perte de la biodiversité au monde.



Li QUINGWEN, dr. Zsolt SEMJÉN, George AMAN

China Wildlife Conservation Association en tant que futur membre du CIC

Le 21 septembre dernier, la China Wildlife Conservation Association (CWCA) et le Conseil international pour la conservation du gibier et de la faune sauvage (CIC) ont signé un mémorandum d'accord au cours d'une cérémonie spéciale organisée au Palais du Parlement hongrois. L'objectif principal du MoU est de promouvoir la collaboration dans le domaine de la conservation de la faune et de la chasse, et il contient en outre un cadre détaillé de la coopération entre les organisations, et établit une relation formelle avec la Chine.



La CWCA a pour mission de promouvoir le développement durable de la faune sauvage chinoise. L'objectif principal est de mener des activités éducatives et scientifiques, de promouvoir la communication et la coopération académiques à l'étranger et de mener les projets internationaux de conservation de la faune. Elle a été fondée par des passionnés qui aiment la faune, et qui travaillent sur la conservation de la faune, la recherche scientifique, l'élevage et la domestication de la faune, zone de conservation naturelle en 1983, à Beijing, en tant qu'organisation nationale à but non lucratif dans le cadre de la *China Science Association*.

George AMAN, Président du CIC, a souligné que c'était un jour important, contribuant à faire un pas de plus dans la mondialisation, un pas vers la Chine. Il a ajouté : « *En fin de compte, nous ne devons pas oublier que nous sommes tous ici parce que nous ne sommes pas seulement amis et amoureux de la nature, mais amis et amoureux de l'utilisation durable de la nature; où la chasse joue un rôle important.* »

La cérémonie de signature peut être visionnée en ligne sur la page Facebook de CIC.

L'équipe du CIC

WE ♥ ♣ ♦ ♠ EUROPE

EUROPA DECK



Nous ♥ une Europe positive dans un monde ouvert

Depuis le Traité de Rome de 1957, 28 pays européens sur 52 ont progressé en partageant leur « focus » et leurs efforts. L'Union Européenne nous permet de constituer de bons partenariats économiques basés sur des principes judicieux ce qui engendre l'expansion de techniques et ressources dans l'agriculture et stimule le progrès et l'innovation technologique; les bonnes fusions des cultures rassemblent des personnes aux origines, religions et convictions diverses. Nos différences peuvent nous rendre plus forts dans la mesure où nous sommes à l'écoute de la beauté et de la créativité, qui peuvent être cachées derrière des apparences superficielles.

Un jeu « rassembleur » qui rend les gens socialement et émotionnellement plus unis et plus compréhensifs.

A l'occasion du 60ème anniversaire du Traité, Cartamundi, leader mondial de la production de jeux de cartes a édité un

double jeu de cartes historiques « Europadeck ». Le premier jeu représente des monuments historiques UNESCO à travers l'Europe; le second jeu, plus humaniste, met à l'honneur des artistes, des scientifiques, des chefs d'Etat, des compositeurs, qui ont contribué, grâce à leur talent à la grandeur de l'Europe.

« Personnalités célèbres et monuments historiques».

Pensez aux compositions uniques de MOZART ♣ Imaginez ce que serait le monde sans le prix Nobel attribué à Marie CURIE-SKLODOWSKA ♦ pour la recherche sur la radioactivité, sans les œuvres de Jan VAN EYCK ♥ qui a dédié sa vie à la peinture à l'huile ou encore sans des empereurs ♠ comme Alexandre le Grand qui ont essayé et parfois réussi à dépasser les frontières avec pour objectif de mettre en place un territoire européen avec un niveau de vie plus élevé. D'eux il nous reste des cultures et des valeurs légitimes.

Chaque carte des deux jeux « Europadeck » munie d'un code QR nous amène à en apprendre plus sur l'Europe du passé, du présent et du futur et sur ce qui nous réunit.

Nous pouvons être fiers de cette Union Européenne dont nous partageons les valeurs et qui nous permet d'établir de nombreux partenariats. Poursuivons cette mission qui consiste à partager les différences culturelles et nos forces économiques.

Philippe de SOMER
Fondateur et Président honoraire
de Carta Mundi
Membre Friends of the Countryside

Contact :
Geert.carlier@cartamundi.com
Tel +32 491 34 31 96



Philippe de Somer
Fondateur et Président honoraire
de Carta Mundi





FORUM FOR THE FUTURE OF AGRICULTURE

Where agriculture & environment meet

Mardi, 27 mars 2018 - Square, Bruxelles

Inscription gratuite en ligne sur www.forumforagriculture.com

Agenda

7 - 8 novembre, Bydgoszcz, Pologne

4ème Congrès européen des agri-manageurs
www.kongresagrobiznesu.pl

13 - 14 novembre, Naklo, Slovénie

3ème reunion transnationale du projet FEAL
<https://eka2feal.joomla.com/en/>

27 novembre, Bruxelles

15ème anniversaire de la loi générale sur l'alimentation, organisée par la Commission européenne
https://ec.europa.eu/info/events/15-years-anniversary-general-food-law-2017-nov-27_en

28 novembre, Sofia

Assemblée générale d'ELO
www.elo.org

29 novembre, Sofia

Forum régional pour le Futur de l'Agriculture
www.forumforagriculture.com



5 décembre, Parlement européen, Bruxelles

"Bee Award" – remise de prix, organisé par ELO et CEMA
www.elo.org

5 décembre, Bruxelles

Conférence annuelle sur la biodiversité
www.elo.org

Let's increase our food supply without reducing theirs

the good growth plan

Syngenta Brussels Office
Avenue Louise, 489,
B-1050 Brussels
Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com
www.goodgrowthplan.com



syngenta



CountrySide

is a publication of the ELO in English and French

5 Euros

Publisher : Thierry de l'Escaille
Chief editor : Emmanuelle Mikosz
Text editor : Robert de Graeff, Maeve Howe

Communication & proof readers: Ana Canomanuel, Jessica Williams, Jehanne de Dorlodot - Verhaegen, Clara Moreno, Clémence Garnier
Back office: Gabriela Pena

Rue de Trèves, 67
B - 1040 Bruxelles
Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00
Fax : 00 32 (0)2 234 30 09
countryside@elo.org
Internet Site : www.elo.org